

FRUITS ET LEGUMES. "Nous n'attendons plus rien du gouvernement"

Publié le 19-08-11 par Camille Bolo - Le Nouvel Observateur

Entre actions de communication et dépit, les producteurs français tentent de garder la tête hors de l'eau.



Le 18 août 2011, à Paris, le Modéf organise sur la place de la Bastille une vente de fruits et légumes frais en direct pour dénoncer les marges abusives de la grande distribution. (AFP - Eric Piermont)

Les producteurs n'attendent plus rien du gouvernement. Une réunion a eu lieu ce vendredi 19 août entre les producteurs de fruits et légumes et le directeur de cabinet **duministre de l'Agriculture Bruno Le Maire**, pour faire un point sur leur situation. "Les tables rondes se succèdent, sans résultat", commentait hier Raymond Girardi, le secrétaire général du Modéf, la confédération nationale des syndicats d'exploitants familiaux. "Nous n'avons aucune attente pour cette réunion, nous n'espérons aucun résultat".

Pourtant, les syndicats ont des solutions à proposer : "instaurer un **contrôle des marges**, un **calendrier des récoltes** et des importations, mettre en place une **taxe sociale à l'importation** pour lutter contre la concurrence européenne et extra-européenne", propose le Modéf, expliquant que "la taxe à l'importation serait de 20 centimes par kilo et permettrait de financer des aides et d'alléger les charges sociales pour les salariés".

On a appris ce vendredi auprès de Jérôme Despay, secrétaire général de la FNSEA, que Bruno Le Maire présentera le 7 septembre **un plan de "sortie de crise"** pour "donner des perspectives" aux producteurs. Peut-être un nouveau coup d'épée dans l'eau pour les producteurs.

Mouvement de colère

L'été 2011 sonne la récolte des raisins de la colère pour les producteurs de fruits et légumes en France. Les appels à l'aide et coups de communication se succèdent pour dénoncer leurs conditions de production.

"Nous ne pouvons plus vivre de notre travail" déclare le syndicat Légumes de France, affilié à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), dans un communiqué **adressé aux "grands patrons du commerce"**, les "grossistes, distributeurs et hard discounters".

E.Coli

L'été a mal commencé avec la crise "du concombre espagnol" et de la bactérie E.coli dont on entend aujourd'hui plus parler. La méfiance des consommateurs français à l'égard des produits semble s'être estompée, mais les répercussions de cette crise se font toujours sentir pour les producteurs.

David Totel, le porte-parole de la filière concombre de l'association Tomates et concombres de France, déclarait en juin que les ventes de concombres français avaient chuté de 75%. Le porte-parole précisait que, si elle était moins touchée, la filière tomate souffrait elle aussi de **"les prix ont été divisés par deux"**.

"Et quand les prix baissent, il est **très difficile de les faire remonter** et d'inciter la grande distribution d'acheter de nouveau à des tarifs plus élevés aux producteurs, expliquait hier jeudi 18 août au Nouvel Observateur Raymond Girardi.

Vente à perte

Les producteurs ne parviennent même pas à écouler leur marchandise à un prix couvrant leurs coûts de revient : "nous vendons actuellement 45 centimes le kilo de tomates à la grande distribution, quand il faudrait le vendre 70 centimes pour s'en sortir", continuait Raymond Girardi.

Ainsi, la confédération paysanne a appelé jeudi 18 août à **l'interdiction de la vente à perte** pour défendre les revenus des producteurs de fruits et légumes. L'organisation syndicale demande également une "harmonisation des conditions de production au niveau social" à l'échelle européenne.

Les marges de la grande distribution

Les producteurs vendent à perte, alors que la grande distribution effectue des marges exorbitantes. "Des tomates achetées dans les centrales d'achat des producteurs à 75 centimes le kilo se retrouvent dans les rayons à 2,50 euros", dénonçait le secrétaire général du Modéf. "S'ils nous achetaient le kilo à 1 euro, et le revendait à 1,50 euro, une marge de 50 centimes serait **largement suffisante pour couvrir leurs frais et faire des bénéfices**, cela permettrait des prix accessibles pour le consommateur", continuait-t-il.

Des prix bas signifient plus de pouvoir d'achat, plus de consommation, et donc du gagnant-gagnant pour les consommateurs et les producteurs. "Mais on n'est pas très raisonnable dans la grande distribution", déplore Raymond Girardi.

Opération vente directe

C'est pour dénoncer l'appétit de la grande distribution que tous les ans, le Modéf organise **une vente directe de fruits et légumes frais**. La dernière en date s'est déroulée jeudi sur la Place

de la Bastille à Paris, ainsi qu'en banlieue, où une quarantaine de tonnes de fruits et légumes ont été proposées à bas coût.

"Mais attention : nous n'avons pas vendu à perte", prévient le secrétaire général du Modef, "nous avons vendu les produits au prix que nous invitons les grandes surface à suivre, c'est-à-dire 1,5 euros le kilo de poires, par exemple". Quand elles sont entre 3 et 5 euros le kilo en grande surface.

Quelles actions mener ?

La question se pose de plus en plus durement. Le 12 août 2011, les producteurs de légumes ont décidé de se mettre en **cessation de paiement des cotisations patronales** de la Mutuelle sociale agricole (MAS), des échéances bancaires et autres charges, a annoncé un communiqué de Légumes de France.

"Nous devons conserver le peu de liquidités qu'il nous reste afin de payer nos salariés et nos fournisseurs locaux, nous n'avons plus de choix", arguent les producteurs de Légumes de France. "Les acteurs du commerce et les Pouvoirs publics ne veulent pas entendre le cri de colère et de désespoir des producteurs", continue le communiqué.

Mais "ce type d'action a déjà été mené plusieurs fois, et commence à être un peu dépassé", commente Raymond Girardi, il faut trouver des moyens plus efficaces de se faire entendre. "**La grève est une action de dépit**", regrette-t-il.

Ces dernières semaines, les agriculteurs français ont mené plusieurs actions contre des camions espagnols, déversant leurs marchandises pour manifester leur colère.

Camille Bolo - Le Nouvel Observateur